



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFET DU NORD

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

Délégation à la Mer et au Littoral

Service des Affaires Maritimes et du Littoral

Unité de Gestion du Domaine Public Maritime et du Littoral

A R R E T E

PORTANT MODIFICATION DU CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION
D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME
DU CABLE SEA ME WE 3

Le Préfet du Pas-de-Calais

Le Préfet du Nord

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L2124-3 ;

VU le décret n° 70-229 du 17 mars 1970 portant déconcentration administrative en ce qui concerne le domaine public maritime ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 23 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté interpréfectoral en date du 6 octobre 2009 approuvant les clauses et conditions du cahier des charges de la concession d'utilisation du domaine public maritime en vue de la pose et de l'exploitation d'un câble de télécommunication (SEA ME WE 3) ;

VU le cahier des charges de la concession d'utilisation du domaine public maritime en vue de la pose et de l'exploitation d'un câble de télécommunication (SEA ME WE 3) en date du 6 octobre 2009 ;

VU le jugement du Tribunal Administratif de Lille en date du 6 juin 2013 ;

VU l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Douai en date du 5 mars 2015 ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY, en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel LALANDE, en qualité de préfet du Nord ;

VU les avis des services et organismes consultés au titre de l'instruction administrative ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est tenue du xxxx au xxxx inclus et l'avis du commissaire enquêteur ;

Sur proposition de Madame et Monsieur les Secrétaires Généraux des Préfectures du Nord et du Pas-de-Calais et de Monsieur le Directeur départemental des territoires ;

ARRETENT

Article 1^{er} :

Le cahier des charges de la concession d'utilisation du domaine public maritime en vue de la pose et de l'exploitation d'un câble de télécommunication (SAE ME WE 3) approuvé par l'arrêté _interpréfectoral en date du 6 octobre 2009 est modifié comme suit :

I. Le troisième alinéa de l'article 1.2 est remplacé par les dispositions suivantes : « *Le concessionnaire du domaine public maritime assure l'aménagement, l'utilisation, l'entretien, la maintenance et la dépose en fin de concession de l'ouvrage (câble).* »

II. Le quatrième alinéa de l'article 1.2 : « *L'ouvrage (câble) fait partie du Domaine Public Maritime au fur et à mesure de sa création* » est supprimé.

III. Le troisième alinéa du paragraphe h de l'article 1.3 est remplacé par les dispositions suivantes :
« - *à la réalisation d'un relevé initial de l'ensouillage du câble, qui sera communiqué aux services de l'Etat compétents, à savoir, la DDTM du Pas-de-Calais, la Préfecture et le service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM), au plus tard dans un délai de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté;*

- *la mise en place d'une vérification quinquennale du bon ensouillage ou de la bonne protection de ce câble ; le premier relevé quinquennal sera communiqué aux services de l'Etat précités et du SHOM ;*

- *la mise en œuvre d'une vérification anticipée du câble, dans les eaux françaises, en cas de grande tempête ou de tout phénomène météorologique susceptible de remettre en cause cette protection ;*

- *sans préjudice des dispositions précédentes, à informer sans délai les services de l'Etat précités de tout accrochage du câble détecté par le système électronique d'alerte installé par le concessionnaire ;*

- *Si un relevé ou la détection d'un accrochage font apparaître des zones où l'ensouillage est insuffisant, le concessionnaire devra présenter aux services de l'Etat précités, dans un délai d'un mois à compter de la communication du relevé ou de l'information sur l'accrochage, un programme de travaux permettant de remédier à ces problèmes dans les meilleurs délais. »*

Article 2 :

Le délai de quatre mois pour la réalisation d'un relevé initial de l'ensouillage, fixé par le troisième alinéa du paragraphe h de l'article 1.3 du cahier des charges susvisé dans sa rédaction issue du présent arrêté, court à compter de la notification du présent arrêté à la société Belgacom International Carrier Services.

Article 3:

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures du Nord et du Pas-de-Calais.

En outre, mention de cet acte sera insérée en caractères apparents à la diligence des services de la Préfecture du Pas-de-Calais et aux frais de la société Belgacom International Carrier Services dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Article 4 :

Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies concernées.

Un avis au public en faisant connaître le dépôt sera publié par voie d'affichage pendant quinze jours dans ces mairies.

Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité pour un certificat délivré par les maires concernés.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Article 6 :

Les Secrétaires Généraux des Préfectures du Nord et du Pas-de-Calais, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, les Sous-Préfets de Dunkerque, ST Omer, Calais, Boulogne-sur-mer et de Montreuil-sur-Mer, les maires de Cucq, Le Portel, Dannes, Camiers, Berck-sur-Mer, Boulogne-sur-Mer, Merlimont, Neufchâtel-Hardelot, Ambleteuse, Audinghen, Audresselles, Calais, Conchille-Temple, Equihen-Plage, Escalles, Etaples-sur-Mer, Groffliers, Marck, Oye-Plage, St Etienne-au-Mont, Sangatte, Tardinghen, Le Touquet-Paris-Plage, Waben, Wimereux, Wissant, Zuydcoote, Grand-Fort-Philippe, Grande-Synthe, Bray-Dunes, Ghyvelde, Gravelines, Lefrinckouke, Loon-Plage, Mardick du Département du Nord et du Pas-de-Calais, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le
Le Préfet du Nord,

Arras, le
Le Préfet du Pas-de-Calais